

# Les communistes proposent :



Un nouveau modèle agricole est possible pour sortir de la crise !

**On a cru pouvoir mettre en place une agriculture à moindre coût. Il n'en est rien. Rechercher à tout prix à produire des aliments tout-venant conforte un modèle à bout de souffle qui pollue, met en danger les paysans et réduit la biodiversité.**

## **UNE CRISE D'AMPLEUR**

Alors que les profits des groupes de la grande distribution flirtent avec les sommets, la paysannerie française est en grande difficulté. Par exemple, l'ensemble des filières d'élevage fait face aux chutes des prix qui cristallisent la colère des éleveurs. Le kilo de porc s'échange à 1 euro alors que l'accord de juillet 2015 devait aboutir à un prix d'achat producteur de 1,40 euros. Les producteurs de lait subissent des rémunérations inférieures à 0,30 euros par litre. En viande bovine les cours sont catastrophiquement bas depuis des années, aux alentours de 3,51 euros/kg. Les céréaliers...etc. Tous subissent la course aux prix bas.

## **DES AGRICULTEURS A BOUT DE SOUFFLE**

Dans notre pays, 10 000 agriculteurs quittent le métier chaque année. Un agriculteur se donne la mort tous les deux jours. Un tiers d'entre eux touche moins de 350 € par mois. Nos producteurs ne sont pas victimes d'une simple fluctuation conjoncturelle des prix, mais d'une crise profonde et durable, conséquence des choix politiques libéraux au niveau européen : des marchés et des volumes sans régulation ; une valeur ajoutée captée en aval de la production ; une mise en concurrence permanente sur la base des prix mondiaux, avec des traités de libre-échange, comme le CETA entre l'Union Européenne et le Canada, qui prévoit notamment d'ouvrir la voie sans droits de douanes à des centaines de milliers de tonnes de viande bovine et porcine.

## **PRIX BAS POUR LES PAYSANS, PRIX HAUT POUR LES CONSOMMATEURS : PERDANT/PERDANT**

Acheté 1 euro le kilo aux éleveurs, le prix du porc se situe entre 5 et 10 euros dans nos filets à provisions. Pour le bœuf, 3,5 euros deviennent entre 15 et 30 euros. Malgré les discours, rien n'a changé pour les enseignes de la grande distribution et les centrales d'achat ! Si tant est qu'elles achètent en France ! Au plan de soutien à l'élevage de 700 millions d'euros de l'été 2015, 125 millions de plus ont été annoncés le 27 janvier dernier. 25 millions seront dédiés au report d'annuités bancaires ouvert aux producteurs de

palmpèdes, 130 pour les éleveurs du Sud-Ouest affectés par la grippe aviaire. Au total 290 millions d'euros supplémentaires ont été annoncés le 27 janvier 2016. Les syndicats agricoles signalent pourtant que les éleveurs ne voient pas la couleur de ces aides conjoncturelles, au demeurant insuffisantes, qui se perdent dans les circuits...

# LES PROPOSITIONS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

**Elles visent à répondre à la rémunération du travail paysan, à l'accès à tous à une alimentation de qualité, à l'urgence de réponses liées aux crises.**

## EN FRANCE

- Encadrer les marges et pratiques abusives de la grande distribution.
- Définir les prix agricoles (prix planchers) au travers de négociations annuelles et pluralistes, par des conférences sur les prix.
- Les filières alimentaires relocalisées doivent être soutenues. L'indication d'origine des produits agricoles et de la mer, transformés ou non, doit être appliquée.
- Protéger les producteurs des aléas climatiques, économiques et sanitaires à travers un système d'assurance mutuelle démocratique calamités.

Il faut porter collectivement une grande politique agricole et alimentaire, en France comme en Europe. Et pour cela, les moyens sont bien là ! Les 50 milliards d'euros que représente aujourd'hui le budget annuel de la PAC ne sont qu'une goutte d'eau au regard des richesses produites chaque année au sein de l'UE : 14 000 milliards d'euros. Ce sont les propositions que portent les parlementaires **COMMUNISTES**.

## EN EUROPE

Les négociations sur le TAFTA (Europe/USA) ont repris à Bruxelles. On demande d'y porter une exception agricole, comme cela a été fait pour la culture. Si le TAFTA est signé, par exemple en matière de viande bovine, cela va signifier ici moins 50% de rémunération pour les producteurs. Pour affirmer sa souveraineté alimentaire l'Europe **doit se doter d'outils** :

- Mise en place de prix indicatifs.
- Appliquer le principe de préférence communautaire ou de clauses de sauvegarde visant cet objectif.
- Réaffirmer le besoin d'outils de gestion et de planification (stocks de sécurité alimentaire).
- Conquérir de nouveaux droits sociaux pour les travailleurs de l'agriculture.
- Condamner le dumping social par l'exploitation des travailleurs détachés

